

République Démocratique du Congo



DECLARATION DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

A L'OCCASION

**DE LA 74^{ème} SESSION DU COMITE EXECUTIF DU
PROGRAMME DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS
UNIES POUR LES REFUGIES**

Genève, du 09 au 13 octobre 2023

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

C'est un grand honneur pour moi de prendre la parole, au nom du Gouvernement de la République Démocratique du Congo, à l'occasion de la tenue du Comité Exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés.

Cette rencontre m'offre l'opportunité de saluer les efforts sans répit qui sont constamment fournis par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, pour répondre aux grands défis contemporains de protection internationale des réfugiés.

Qu'il me soit également permis de saisir cette occasion pour rendre un hommage mérité à Son Excellence Monsieur le Président de la République Démocratique du Congo, Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, pour son implication personnelle dans la résolution des questions majeures qui touchent les réfugiés vivant tant sur le sol Congolais qu'en dehors de nos frontières.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

La présente session se déroule dans un contexte opérationnel difficile, caractérisé par des crises multiples et multiformes dans le monde. Cette situation constitue un handicap majeur pour la mobilisation des ressources nécessaires au bénéfice des réfugiés, particulièrement des réfugiés qui ont trouvé asile en République Démocratique du Congo, des millions de déplacés internes, mais aussi des réfugiés originaires de la République Démocratique du Congo vivant dans plusieurs pays en Afrique et ailleurs.

Les statistiques actualisées indiquent que 1.028.584 réfugiés congolais ont trouvé asile principalement dans les pays limitrophes et en Afrique australe, en revanche 523.840 réfugiés de plusieurs nationalités ont trouvé asile en République Démocratique du Congo, alors qu'environ 6.2 millions de personnes déplacées internes se sont installées, principalement dans l'Est du pays.

Aux grands maux les grands remèdes dit-on, il est donc impérieux de sortir de cette situation, en s'investissant dans la recherche des solutions durables et l'inclusion en faveur de ces personnes déracinées.

Pour ce faire, la République Démocratique du Congo est déterminée à redynamiser les Accords tripartites conclus avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés et les pays qui ont accueilli ses ressortissants afin de faciliter leur retour volontaire dans la sécurité et la dignité.

C'est dans ce cadre que le processus a été déclenché avec le Rwanda, par la tenue d'une réunion ministérielle à Genève, le 15 mai 2023 et une tripartite technique des experts, à Nairobi, les 26 et 27 juin dernier et d'une réunion transfrontalière à Goma le 27 septembre 2023.

Nous estimons que le retour des réfugiés doit bénéficier d'un accompagnement pour qu'il soit réellement durable, en mettant en place des activités de réintégration dans les zones de retour.

Ainsi, nous sollicitons l'appui de la communauté internationale, à travers le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, dans les efforts inlassables que notre Gouvernement fournit, en dépit de l'environnement socio-économique contraignant.

S'agissant des 523.840 réfugiés vivant sur le territoire congolais, le Gouvernement de la République Démocratique du Congo profite de cette occasion pour mener un plaidoyer auprès de la communauté internationale pour une attention particulière aux problèmes de ces réfugiés et de soutenir les communautés hôtes qui consentent d'énormes sacrifices pour l'accueil de ces personnes déracinées.

Il nous revient que sur un budget total requis de 232.580.904 USD pour ses opérations en République Démocratique du Congo, à ce jour, à trois mois de la fin de l'année, il y a eu un décaissement d'à peine 35%.

Cette situation est une préoccupation majeure et vous demande à devenir une priorité urgente.

J'estime également que l'attention qui est portée aux autres crises enregistrées à travers le monde, notamment en Ukraine, mérite d'être élargie à notre pays qui a développé, depuis 1960, une politique de « porte ouverte » en faveur des groupes de populations ou de personnes sollicitant l'asile sur notre territoire. Cette situation a entraîné un impact négatif, non seulement sur l'environnement, mais aussi sur le plan socio-économique et politique, à l'instar de la grande crise d'afflux de millions des réfugiés rwandais en 1994 dont les répercussions demeurent jusqu'à ce jour.

Quant au cadre légal sur la Convention de 1961 relative à la réduction des cas d'apatridie et celle de 1954 sur le statut des apatrides, la position de la République Démocratique du Congo est claire en ce sens que cette question devra être abordée après le processus d'identification générale de toute la population qui sera entamé très prochainement.

Il en est de même pour certains engagements pris par la République Démocratique du Congo dans le cadre du pacte mondial sur les réfugiés au regard de la situation socio-politique actuelle. Toutefois, la République Démocratique du Congo confirme sa disposition à prendre part au prochain Forum mondial sur les réfugiés ainsi qu'à l'évènement spécial relatif à la plateforme sur la situation centrafricaine qui auront lieu à Genève en décembre 2023. A cette occasion, la République Démocratique du Congo, mon pays, dressera un bilan à mi-parcours des avancées déjà réalisées dans la mise en œuvre des engagements pris en 2019.

Je ne peux clore cette intervention sans saluer et remercier le HCR pour la bonne collaboration continue avec le Gouvernement de la République Démocratique du Congo et pour les efforts consentis dans la gestion des réfugiés vivant en République Démocratique du Congo, ainsi que les personnes déplacées internes.

Je remercie également la communauté internationale, pour l'attention soutenue qu'elle accorde aux problèmes relevés ci-haut tout en souhaitant un effort particulier de mobilisation de ressources en faveur de la République Démocratique du Congo dans le cadre du partage de fardeau.

Je vous remercie